

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

SERVICES DES ACHATS ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Mise à disposition d'une solution de vote électronique et d'une expertise indépendante du système de vote pour l'Université Sorbonne Nouvelle

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES **(CCAP)**

Référence de la consultation : USN-VOTEELEC
Reference de l'accord-cadre 2025-033

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application aux R.2123-1, R.2162-3 à 5 du code de la commande publique. Son exécution est gérée par bons de commande, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent document comprend 12 (douze) pages numérotées de 1 à 12.

SOMMAIRE DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1	DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1.	LES PARTIES CONTRACTANTES	4
1.2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE :	4
1.3.	FORME DE L'ACCORD-CADRE :	4
1.4.	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE :	4
1.5.	ALLOTISSEMENT :	4
1.6.	DURÉE DE L'ACCORD CADRE	5
1.7.	LIEUX D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE	5
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
3	GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	6
4	CONDITIONS D'EXECUTION :	6
4.1	DESIGNATION D'UN REPRESENTANT	6
4.2	EMISSIONS DES BONS DE COMMANDES	7
4.3	SIGNATAIRES DES BONS DE COMMANDE	7
4.4	DUREE D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE EN FIN DE L'ACCORD-CADRE :	7
5	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	7
6	MODALITES DE DETERMINATION ET VARIATION DES PRIX	7
6.1	: NATURE ET CONTENU DES PRIX :	7
5-2	: VARIATION DES PRIX :	8
7	REGLEMENT	8
7.1	: MODE DE REGLEMENT :	8
7.2	: PERIODICITE DE REGLEMENT :	8
7.3	: DELAI GLOBAL DE PAIEMENT :	9
7.4	PAIEMENT DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES :	9
7.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS :	9
8	AVANCE	9
9	PENALITES	9
9.1	DELAÏ D'ORGANISATION DU VOTE ELECTRONIQUE POUR LE LOT 1 ET 2 :	10
9.2	DELAÏ DE PRISE EN COMPTE DE LA MODIFICATION DES LISTES ELECTORALES POUR LE LOT 1 :	10
9.3	DELAÏ DE DESIGNATION D'UN REFERENT POUR LE LOT 1 ET 2 :	10
9.4	OBLIGATION CONTRACTUELLES POUR LES LOTS 1 ET 2 :	10
10	UTILISATION DES RÉSULTATS	10

11	CONFIDENTIALITÉ.....	10
12	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	10
13	ASSURANCES.....	11
14	CESSION ET NANTISSEMENT.....	11
15	RESILIATION	11
	15.1 CONDITIONS DE RESILIATION DES LOTS DE L'ACCORD-CADRE :	11
	15.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE :	11
16	DROIT, LANGUE, RECOURS, MONNAIE	12
17	DEROGATIONS AU CCAG-PI-2021	12

1 Dispositions générales

1.1. Les parties contractantes

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont :

D'une part :

Université Sorbonne Nouvelle

17 rue de la Sorbonne

75231 Paris cedex 05

ci-après désigné par « Université » ou « le pouvoir adjudicateur ».

D'autre part :

Les entreprises titulaires de chacun des lots de l'accord cadre désignés : « Le(s) titulaire(s) »

1.2. Objet de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre a pour objet la mise à disposition d'un système de vote électronique sécurisé pour les élections organisées par l'Université Sorbonne Nouvelle et d'une expertise indépendante du système de vote électronique.

La description et les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.3. Forme de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre concerne des prestations intellectuelles. Il est passé par l'Université, en applications des dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 formant le Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.- P.I) (Arrêté du 30 mars 2021).

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application aux R.2123-1, R.2162-3 à 5 du code de la commande publique. Son exécution est gérée par bons de commande, en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.4. Montant de l'accord-cadre :

Le présent accord-cadre est conclu sans montants minimum mais un montant maximum de 139.000 euros HT sur toute sa durée (périodes de reconduction comprises, tous lots confondus).

1.5. Allotissement :

L'accord-cadre est composé de deux lots définis comme suit :

- **LOT 1** : Mise à disposition d'un système de vote électronique, organisation et assistance à la conduite des élections

- **LOT 2** : Expertise indépendante du système de vote électronique retenu par l'université Sorbonne Nouvelle

Les sociétés ne peuvent répondre aux deux lots. L'indépendance de l'expertise doit être totale.

1.6.DURÉE DE L'ACCORD CADRE

Chacun des lots de l'accord cadre est conclu pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, et est renouvelable trois fois par tacite reconduction sans pouvoir excéder quatre ans.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité des lots de l'accord cadre, sans toutefois que leur exécution n'excède de plus de six mois la date de fin de validité du lot concerné, sauf pour le cas cité ci-dessous, où les parties restent liées un an après la date de fin de l'accord cadre.

La non reconduction sera prise par décision du pouvoir adjudicateur, trois mois avant l'expiration de chaque période par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le présent accord cadre est exécutoire à compter de la date de notification de chacun des lots. Après l'expiration d'un des lots de l'accord cadre ou après sa résiliation, les deux parties demeurent liées du fait de prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

Les délais du présent marché sont calendaires conformément aux articles 3.2.1, 3.2.2 et 3.2.4 du CCAG-PI.

1.7.LIEUX D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre s'exécute sur Paris, pour l'ensemble des sites dépendant de l'Université et notamment :

Université Sorbonne Nouvelle

17 rue de la Sorbonne

75231 Paris cedex 05

Et dans les locaux de chacun des prestataires

2 Documents contractuels

L'accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de chacun des lots et leurs annexes (Annexe 1 BPU/DQE et annexe 2 RGPD pour chacun des lots)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP USN-VOTEELEC) commun à l'ensemble des lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP USN-VOTEELEC) commun à l'ensemble des lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-PI-2021) ;
- Le cadre de note méthodologique propre à chacun des lots
- L'offre du candidat

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du

titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire d'un lot de l'accord cadre ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

Les conditions générales de ventes des titulaires sont réputées nulles et non avenues

3 Groupement et sous-traitance

Le titulaire de chaque lot du présent accord cadre peut se présenter sous la forme d'une société « unique » ou d'un « groupement » de sociétés en application des articles R. 2342-12 à 15 du code de la commande publique.

La sous-traitance est autorisée pour l'ensemble du présent accord cadre sous réserve d'acceptation de la déclaration du sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2193-3 à 7 du code de la commande publique.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire concerné demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire indiquera dans l'acte d'engagement et le formulaire DC4 la nature des prestations qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Le titulaire peut également proposer l'intervention d'un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Chaque sous-traitant renseigne un formulaire DC4. Les candidats devront également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants. Ces prestations seront payées directement au sous-traitant indiqué dès que leur montant est supérieur ou égal à 600 euros T.T.C.

Le titulaire peut demander, pour justifier de ses capacités techniques et professionnelles, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas, ils doivent justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre le titulaire produira le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

4 Conditions d'exécution :

4.1 Désignation d'un représentant

Le titulaire de chacun des lots désigne un interlocuteur unique, au plus tard dans les 5 jours qui suivent la notification, chargé de veiller à la bonne exécution de l'accord cadre.

En cas d'absence de cet interlocuteur, le titulaire de chaque lot est tenu de le remplacer et d'en informer le pouvoir adjudicateur dans les 24h au contact désigné, sous peine de se voir appliquer les pénalités mentionnées au présent CCP. En cas d'absence de communication du nouveau correspondant, l'administration se réserve le droit de ne pas reconduire le marché.

Toute demande d'information écrite, émanant de l'administration, devra recevoir une réponse du titulaire dans un

délai de 48h.

4.2 Emissions des bons de commandes

Les commandes auront lieu au fur et à mesure des besoins de l'Université. Les titulaires devront être en capacité d'organiser le vote électronique et son expertise dans un délai de 4 semaines. Ce délai débute à compter de l'envoi du bon de commande par mail.

Les prestations devront être exécutées dans le délai **proposé par le titulaire dans le cadre de note méthodologique**. Ce délai sera alors rendu contractuel dans le cadre de la notification du lot. Ce délai débute à compter de l'envoi du bon de commande par mail.

Les bons de commande indiquent les délais d'exécution contractualisés.

Chaque bon de commande comporte :

- les références précises du Pouvoir adjudicateur ;
- le numéro de l'accord cadre et le numéro du lot :
 - 2025-033-001 pour le n°1
 - 2025-033-002 pour le n°2
- la date et les références de la commande ;
- l'émetteur du bon de commande : nom, service, adresse ;
- le SIRET ;
- la désignation des prestations (élection concernée et calendrier de réalisation) ;
- l'adresse de facturation ;
- le coût hors taxe de la prestation ;
- le taux de TVA applicable ;
- le coût TTC de la prestation ;

4.3 Signataires des bons de commande

Les bons de commande sont obligatoirement signés par le Pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu sa délégation de signature.

4.4 Durée d'exécution des bons de commande en fin de l'accord-cadre :

Les bons de commande pourront être adressés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de chacun des lots de l'accord-cadre et les prestations peuvent être réalisées dans un délai de six mois après la fin de l'accord-cadre.

5 Opérations de vérifications

Les dispositions relatives aux opérations de vérification, d'admission, garantie technique, d'ajournement, de réfaction, de rejet et destruction des données s'appliquent selon les articles 28, 29, 30 et 31 du CCAG-PI-2021.

6 Modalités de détermination et variation des prix

6.1 : Nature et contenu des prix :

Chaque lot de l'accord-cadre est traité à prix unitaires tel que défini à l'annexe financière (BPU) de l'acte d'engagement de chacun des lots. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais y afférents. Ils sont établis aux conditions

économiques du mois de remise des offres.

5-2 : Variation des prix :

Les prix de chaque lot sont fermes la première année de l'accord-cadre et ajustables ensuite en une seule fois à chaque reconduction des lots uniquement sur proposition du titulaire.

Périodicité d'application : Annuellement à chaque date anniversaire

Modalité d'application : Le titulaire de chacun des lots adresse un mois avant chaque reconduction du lot concerné, par courriel*, le nouveau bordereau de prix daté et signé avec les nouveaux tarifs (le nouveau bordereau de prix au format Excel). L'université dispose alors d'un délai de 15 jours à compter de la date probante de la réception des nouveaux tarifs pour faire connaître ses observations sur ceux-ci ainsi que son acceptation. L'accord du pouvoir adjudicateur doit être exprès.

En cas de non réception du bordereau de prix avec les nouveaux tarifs un mois avant le début de chaque reconduction, les tarifs appliqués seront ceux de l'année précédente pour la durée de la reconduction.

Clause de butoir : La variation du prix est plafonnée à la hausse à 5% par an des prix du BPU.

Clause de sauvegarde : Les prix pourront varier à la baisse comme à la hausse. Toutefois chaque lot de l'accord cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur, sans indemnité, dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du lot concerné entraînera une augmentation de plus de 5 % par an par rapport au tarif initialement proposé par le titulaire.

* Adresse d'envoi de la demande de révision : Université Sorbonne-Nouvelle, Direction des Affaires Financières, Pôle marchés publics, marches.publics@sorbonne-nouvelle.fr

7 Règlement

7.1 : Mode de règlement :

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique par virement administratif. Les prestations de services faisant l'objet du marché donneront lieu à un paiement après vérification du service fait. Les factures seront déposées électroniquement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 197 517 196 00014) - et devront comprendre :

- le nom et l'adresse de la société ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre et du lot (2025-033-001 pour le lot n°1 et 2025-033-002 pour le lot n°2) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date de facturation.
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- le prix HT des prestations exécutées selon le BPU, la TVA et le prix TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

Si une des mentions énumérées ci-dessus n'apparaît pas sur la facture, cette dernière sera rejetée.

7.2 : Périodicité de règlement :

Le règlement se fera après obtention des résultats de chaque élection.

7.3 : Délai global de paiement :

Conformément aux Articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement sur le compte des Titulaires, des sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans le délai de trente (30) jours maximums, sous réserve de la réalisation des prestations valant constatation du service fait.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires par application du taux marginal de la Banque Centrale Européenne majoré et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture.

Le montant de la somme à régler aux Titulaires est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

En cas de paiement à un Titulaire étranger, il est demandé d'ouvrir un compte en France afin de réduire les délais de règlement.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire.

Dans le cas où les établissements devraient eux-mêmes auto-liquider la TVA (prestations de services effectuées par des assujettis non établis en France au profit de clients identifiés à la TVA en France), le Titulaire estimera au plus juste le montant de la TVA à auto-liquider. L'administration se réserve, toutefois, la possibilité de rectifier en cas d'inexactitude.

7.4 Paiement de groupement d'opérateurs économiques :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire.

7.5 Paiement des sous-traitants :

Dans les conditions du CCAG-PI.

8 Avance

Une avance peut être versée conformément aux dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire de chaque lot lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé selon l'article 11.1 du CCAG-PI-2021.

9 Pénalités

En cas de manquement aux obligations, de mauvaise exécution, d'inexécution ou de non atteinte des résultats attendus, le titulaire de chacun des lots encourt, après mise en demeure, des pénalités telles que précisées ci-dessous. Ces pénalités sont cumulables et appliquées sur le montant de la facture.

Si le pouvoir adjudicateur constate la non réalisation d'une prestation, il en informera le titulaire du lot concerné par écrit (mail, courrier, ...). A compter de cette date, les pénalités par jour calendaire prévues ci-dessous s'appliqueront.

9.1 Délai d'organisation du vote électronique pour le lot 1 et 2 :

Le prestataire du lot 1 dispose d'un délai de 4 semaines ou du délai rendu contractuel (cf. article 3-2).

Si le délai d'organisation du vote est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure, une pénalité calculée au moyen de la formule $P = (V \times R) / 10$ dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité,
- V est le montant du bon de commande concerné et
- R est le nombre de jours de retard.

9.2 Délai de prise en compte de la modification des listes électorales pour le lot 1 :

- Le prestataire du lot 1 dispose d'un délai de 24 heures.
- En cas de non prise en compte de la modification dans le délai imposé ci-dessus, le titulaire encourt sans mise en demeure, une pénalité de 500 € par jour de retard.

9.3 Délai de désignation d'un référent pour le lot 1 et 2 :

Le prestataire de chaque lot dispose d'un délai de 5 jours ouvrés. En cas de non transmission du nom du référent dans le délai imposé ci-dessus, le titulaire du lot concerné encourt après mise en demeure, une pénalité de 50 € par jour de retard.

9.4 Obligation contractuelles pour les lots 1 et 2 :

En cas de non-respect des clauses contractuels de l'accord-cadre, les titulaires encourent une pénalité forfaitaire de 100 € par constat (après mise en demeure)

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-pi-2021, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 € HT.

10 UTILISATION DES RÉSULTATS

L'utilisation des résultats découlant de l'accord-cadre est régie par le chapitre 6 du CCAG-PI.

11 CONFIDENTIALITÉ

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de marché subséquent. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

12 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES

Pour les prestations complémentaires de vote résultant d'une modification réglementaire, elles donneront lieu à la signature d'avenants et l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'université après production d'un devis établi par le titulaire.

13 ASSURANCES

Le titulaire de chacun des lots devront contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI-2021, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14 Cession et nantissement

Les créances concernant le marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Un certificat de cessibilité de créances sera transmis au titulaire sur demande.

15 Résiliation

15.1 Conditions de résiliation des lots de l'accord-cadre :

Les conditions de résiliation de chacun des lots sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI-2021.

Toutefois et par dérogation aux articles 36, 39 et 40 du CCAG-PI-2021, chaque lot pourra être résilié sans indemnité :

- en application de la clause de révision stipulée à l'article 5-2 du présent CCAP.
- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles du marché ;
- en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 27 du CCAG-PI-2021, l'administration se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du contrat pour faute du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article L. 2142-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande et aux articles R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222- 5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 Redressement ou liquidation judiciaire :

En complément des dispositions de l'article 37.2 du CCAG-PI-2021, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du lot. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du lot.

16 Droit, langue, recours, monnaie

Les dispositions applicables en matière de règlement des litiges pour chacun des marchés subséquents sont celles définies à l'article 43 du CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021). En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le tribunal administratif de Paris (75) est seul compétent.

Les correspondances relatives au marché sont émises en Français.

17 Dérogations au CCAG-PI-2021

L'article 9 (pénalités) du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI-2021.

L'article 15 (Résiliation) du CCAP déroge aux articles 36, 39 et 40 du CCAG-FCS-2021.